les meilleures garanties de repos et de sécurité.

C'est par suite de ces maximes, c'est dans ces intentions salutaires, que les plénipotentiaires ont résolu d'ajouter aux articles précédents ceux qui se trouvent ci-dessous.

ART. 5.

La Belgique, dans les limites telles qu'elles seront arrêtées et tracées conformément aux bases posées dans les articles 1, 2 et 4 du présent protocole, formera un État perpétuellement neutre. Les cinq puissances lui garantiront cette neutralité perpétuelle, ainsi que l'intégrité et l'inviolabilité de son territoire dans les limites mentionnées ci-dessus.

ART. 6.

Par une juste réciprocité, la Belgique sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres États, et de ne porter aucune atteinte à leur tranquillité intérieure ni extérieure.

ART. 7.

Les plénipotentiaires s'occuperont, sans le moindre délai, à arrêter les principes généraux des arrangements de finances, de commerce et autres, qu'exige la séparation de la Belgique d'avec la Hollande.

Ces principes une fois convenus, le présent protocole, ainsi complété, sera converti en traité définitif, et communiqué sous cette forme à toutes les cours de l'Europe, avec invitation d'y accéder.

ART. 8.

Quand les arrangements relatifs à la Belgique seront terminés, les cinq cours se réservent d'examiner, sans préjudice du droit du tiers, la question de savoir s'il y aurait moyen d'étendre aux pays voisins le bienfait de la neutralité garantie à la Belgique (a).

ESTERHAZY.	WESSENBURG.
TALLEYRAND.	
PALMERSTON.	
BULOW.	
LIEVEN.	MATUSZEWIC.

(a) *Papers relative to the affairs of Belgium*, A. 1^{re} partie, page 26.

(b) *Même recueil*, page 28.

(c) La commission, choisie dans la députation de chaque province, était composée de M. le baron *Osy*, pour la province d'Anvers; M. *Van de Weyer*, pour le Brabant; M. *Devaux*, pour la Flandre occidentale; M. *Hippolyte Villain XIII*, pour la Flandre orientale; M. *Alexandre Gendebien*, pour le Hainaut; M. *Lebeau*, pour la province de Liège; M. *Destouvelles*, pour le Limbourg; M. *Nothomb*, pour le grand-duché de Luxembourg; et M. *de Robaulx*, pour la province de Namur.

ANNEXE AU N° 155.

Déblocus de Maestricht.

Lettre du 17 janvier 1851, adressée par le comité diplomatique à lord PONSOMBY et M. BRESSON.

Le comité des relations extérieures a l'honneur de prévenir lord Ponsonby et M. Bresson, que les ordres sont expédiés pour faire retirer les troupes qui investissaient Maestricht, et prescrire, de la manière la plus formelle, d'éviter toutes les causes d'hostilité.

Il prie lord Ponsonby et M. Bresson d'agréer l'assurance de sa haute considération (b).

Le vice-président du comité,
Comte D'ARSCROT.

N° 156.

Protestation contre le protocole de la conférence de Londres, du 20 janvier 1851.

Projet de la commission spéciale, présenté par M. Но-
тгоубъ, dans la séance du 30 janvier 1851 (c).

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Le congrès national,

Vu l'extrait du protocole n° 11 de la conférence tenue au Foreign Office, le 20 janvier 1851, communiqué à l'assemblée le 29 janvier, et relatif aux limites de la Belgique;

Considérant que les plénipotentiaires des cinq grandes puissances réunis à Londres, en proposant au gouvernement provisoire de la Belgique la conclusion d'une suspension d'armes et d'un armistice, ont formellement déclaré, dans les protocoles du 4 et du 17 (d) novembre 1850, que « leur seul but est » d'arrêter l'effusion du sang, sans préjuger en rien » les questions dont ils auraient plus tard à faciliter » la solution; »

Le projet de protestation * a été discuté dans la séance du 1^{er} février; après quelques modifications, il a été adopté dans son ensemble par 163 voix contre 9.

(d) Et du 17 : mots supprimés à la demande de M. le baron *Bevts*.

* En présentant ce projet, M. Nothomb fit un rapport succinct que nous publions dans le compte rendu de la séance du 30 janvier 1851 (voir tome II, p. 324). Il y ajouta quelques explications dans la séance du 1^{er} février (voir tome II, p. 368).

Que le gouvernement provisoire de la Belgique, en consentant à la suspension d'armes et en acceptant la proposition d'armistice, a également déclaré, dans ses actes du 40 et du 21 novembre, et du 13 décembre 1830, ne considérer « la mission » de la conférence de Londres que comme toute » philanthropique, et n'ayant pour but que d'arrêter l'effusion du sang, sans préjudice à la solution des questions politiques et territoriales; »

Que, dans tous les actes ultérieurs et notamment dans la réponse faite le 16 (18) (c) janvier au protocole du 9 du même mois, le gouvernement belge a rappelé à la conférence que « toute convention dont l'effet serait de résoudre les questions du territoire ou de finance, ou bien d'affecter l'indépendance ou tout autre droit absolu de la nation belge, est essentiellement dans les pouvoirs du congrès national de la Belgique, et qu'à lui seul en appartient la conclusion définitive; »

Que c'est dans ce sens que les instructions ont été données aux commissaires délégués à Londres; qu'aussi ces derniers, dans la note remise à la conférence le 6 janvier, et dont il leur a été accusé réception, ont déclaré, en fournissant des éclaircissements sur les limites de la Belgique, et en faisant connaître « les uniques bases sur lesquelles on pourrait voir s'établir un traité, que toutes les questions de cette nature ne pouvaient être décidées que par le congrès national, à qui seul en appartient le droit; »

Qu'il résulte de ces documents que c'est dénaturer le but de la suspension d'armes et de l'armistice, et la mission de la conférence de Londres, que d'attribuer aux cinq puissances le droit de « résoudre » définitivement des questions dont elles ont annoncé elles-mêmes vouloir seulement « faciliter la solution, » et dont, à leur connaissance, le congrès belge ne s'est jamais dessaisi;

Que, d'ailleurs, c'est violer, de la manière la plus manifeste, le principe de la non-intervention, principe fondamental de la politique européenne, et pour le maintien duquel la France et la Grande-Bretagne notamment, ont pris l'initiative dans les occasions les plus solennelles;

Considérant que ce n'est point « par un système de conquête et d'agrandissement » que le peuple belge comprend dans son territoire le grand-duché de Luxembourg, le Limbourg et la rive gauche de l'Escaut, mais en vertu du droit de *postliminie* ou par suite de cession;

Qu'en effet le grand-duché de Luxembourg et la

majeure partie du Limbourg ont appartenu à l'ancienne Belgique, et se sont spontanément associés à la révolution belge de 1830;

Qu'en 1795, et postérieurement, la Hollande a fait cession de la rive gauche de l'Escaut, et de ses droits dans le Limbourg, contre des possessions dont elle jouit actuellement et qui appartenaient à l'ancienne Belgique,

Déclare :

Le congrès proteste contre toute délimitation de territoire et toute obligation quelconque qu'on pourrait vouloir prescrire à la Belgique sans le consentement de sa représentation nationale.

Il proteste dans ce sens contre le protocole du 20 janvier (b), et s'en réfère à son décret du 18 novembre 1830, par lequel il a proclamé l'indépendance de la Belgique, sauf les relations du Luxembourg avec la confédération germanique.

Il n'abdiquera, dans aucun cas, en faveur des cabinets étrangers, l'exercice de la souveraineté que la nation belge lui a confié; il ne se soumettra jamais à une décision qui détruirait l'intégrité du territoire et mutilerait la représentation nationale; il réclamera toujours de la part des puissances étrangères le maintien du principe de la non-intervention.

Que si les bases énoncées dans cette déclaration pourraient être méconnues ou violées, que si l'existence d'un peuple entier pouvait, comme en 1815, être sacrifiée aux intérêts d'une famille et aux calculs de la politique, les représentants du peuple belge, malgré leur vif désir de concourir au maintien de la paix générale, s'acquitteraient d'un devoir sacré, et, comptant sur la justice de sa cause et sur la sympathie des peuples, ils dénonceraient au monde civilisé l'attentat dont leur patrie serait victime (c).

Le pouvoir exécutif est chargé de rendre publique la présente protestation, laquelle sera transmise à la conférence de Londres.

Bruxelles, le 30 janvier 1831.

LEBEAU, BARON OSY, H. VILAIN XIII, A. GENDEBIEN, SYLVAIN VAN DE WEYER, NOTHOMB, J. DESTOUVELLES, PAUL DEVAUX, A. DE ROBAULX.

(A. C.)

(a) Voir la note a à la page 237.

(b) Sur la proposition de M. Devaux, les mots : *en tant que les puissances pourraient avoir l'intention de l'imposer*

à la Belgique, ont été ajoutés à ceux de : contre le protocole du 20 janvier.

(c) Paragraphe retranché sur la proposition de M. Le Bègue.